

influençant et orientant les autres secteurs de cette politique. Au lieu de traiter ces thèmes isolément, le comité a établi des liens spécifiques entre ces questions et les autres secteurs de la politique étrangère, tels le commerce, la sécurité et l'aide internationale.

Honorables sénateurs, mes observations se veulent d'ordre général. Elles visaient à donner une idée des questions qui intéressent les Canadiens et qui ont attiré l'attention du comité. Le gouvernement s'est engagé à continuer de consulter la population sur la politique étrangère. À l'appui de cet engagement, le comité a proposé des mesures afin de promouvoir le dialogue et l'éducation en matière de relations internationales. En outre, je signale avec plaisir qu'on a formulé un certain

nombre de recommandations précises pour renforcer le rôle du Parlement dans le secteur des affaires étrangères.

Permettez-moi de dire pour terminer que la qualité de la vie de tous les Canadiens dépend de plus en plus de la collaboration internationale et d'un gouvernement mondial fort. Pareil engagement au plan international ne se prend pas tout seul. Il faut avoir un idéal. Et il faut savoir l'articuler et l'étayer de ressources suffisantes. Tel est le défi, ou plutôt la chance qui s'offre aujourd'hui au Canada et aux Canadiens.

(Sur la motion du sénateur Berntson, le débat est ajourné.)

(Le Sénat s'ajourne à 14 heures, le mardi 22 novembre 1994.)

---